

Je vous écrit depuis le lycée...



Souveraineté alimentaire et fin d'année scolaire

Ça y est ! Les présidentielles et les législatives sont passées, l'ancien nouveau locataire de l'Élysée vient d'en reprendre pour cinq ans (et nous aussi, d'ailleurs).

Du coup, on a changé de ministre et de nom de ministère. En ce qui concerne le sinistre, il s'agit de Marc Fesneau. Nous avons beau chercher, on ne se souvient pas de l'avoir croisé dans la cour de récréation... Par contre, cette nomination est un signal clair envoyé aux industriels de l'agroalimentaire de l'hexagone : *« ne vous inquiétez pas, nous allons continuer à bosser avec vous, vous allez pouvoir continuer à vous en mettre plein les poches en spéculant sur les prix de l'alimentation ce, au détriment de la qualité de l'environnement de milliards d'animaux (dont nous autres, êtres humains) »*. Bon, le raccourci est un peu rapide, nous vous le concédons, mais l'idée générale est là. Ça sent mauvais pour les pollinisateurs. Abeilles et bourdons, gare à vous !

On change de ministre, on change de blaze. C'est un peu une tradition (mais cela doit quand même coûter de l'argent public, non ?) Désormais, nous travaillons au ministère de l'agriculture et de la **SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**... Alors là, on pourrait presque dormir tranquille si on était candide. Soyons lucides ! Cette souveraineté alimentaire n'est pas la nôtre, citoyen·ne·s de base d'une puissance agricole productiviste. Cette souveraineté alimentaire, c'est la manne providentielle des puissances de l'argent et des industriels qui, pour s'enrichir, n'hésitent pas à polluer la planète et détruire la vie sur terre et dans les océans depuis des décennies. Au final, avec ce changement de nom, on nous dit : *« ne vous inquiétez pas, un jour vous aurez de nouveau de la moutarde dans les rayons de vos hypermarchés »* et, dans le même temps, on grève notre avenir et celui de nos enfants en signant un blanc seing aux géants de l'agriculture productiviste et des industries agroalimentaires. Elle est pas belle la vie ?

Pas gai, tout ça. Et sinon, quoi de neuf en ce mois de juin ? Eh bien, ça bouge dans les CFA-CFPPA. Depuis des années, les problématiques sont connues, le ministère fait la sourde oreille à nos revendications et nous balade, de groupe de travail en audience, en essayant de nous faire avaler un brouet imbuvable. Manque de considération des agents des CFA-CFPPA, non-respect des

protocoles... la liste est longue et la coupe est pleine. Un préavis de grève est déposé et le bon déroulement des examens menacé. Et ça, notre hiérarchie n'aime pas et du coup, ô miracle, la direction de l'enseignement nous propose une entrevue... Affaire à suivre. Quoi qu'il en soit, on sait que pour être entendu·e·s et respecté·e·s, il faut mettre la pression. La démarche engagée cette année par nos collègues, contractuel·le·s sur budget en Pays de la Loire, en est l'illustration. Des actions sont menées localement, dans les centres, et régionalement, auprès du SRFD, pour faire le point sur les dysfonctionnements et demander le respect des protocoles CFA-CFPPA, textes réglementaires à même de garantir des conditions de travail et de rémunération dignes pour les agents des centres.

À l'heure où certains établissements se vident, vient l'heure du bilan de cette année scolaire. On pense d'abord, et à raison, à toutes ces victoires, remportées localement par des camarades qui nous montrent que la lutte continue de payer. On rejoint alors, en pensées, nos ami·e·s d'Anjou, des Landes, du Nord et d'ailleurs (la liste serait trop longue) qui, par leurs actions, font respecter les droits des agents. À ces combats syndicaux « ordinaires », de tous les instants, s'ajoutent nos actions et engagements « extra-ordinaires », pour garantir à l'humanité, dans toute sa diversité, dignité et liberté.

En résumé, nous avons des motifs de satisfaction. Toutefois, la réélection du président des riches ne présage rien de bon pour nous, ne serait-ce qu'avec ces menaces qui pèsent sur nos droits à la retraite, à l'heure où l'espérance de vie en bonne santé régresse. Dans ces conditions, nous savons d'ores et déjà qu'il ne faut pas baisser la garde, mais faire front et serrer les rangs.

La lutte continue !

SUD Rural Territoires

<http://www.sud-rural.org/>



--